

## **Maintenant la justice climatique !**

### **Appel à l'action populaire contre le changement climatique**

Les représentants d'organisations et de mouvements populaires de divers endroits du monde se sont réunis à Durban, Afrique du Sud, du 4 au 7 octobre 2004, pour discuter de moyens réalistes de s'attaquer au changement climatique. De cette rencontre est issu le présent appel pour un mouvement mondial de base contre le changement climatique.

Il y a douze ans, les gouvernements ont sérieusement pris note du problème du réchauffement mondial et ont convenu de l'aborder. Ils ont signé et ratifié la Convention sur le Changement climatique. Cinq années plus tard, ils ont convenu du Protocole de Kyoto, destiné à établir des engagements concrets de réduction des émissions de gaz à effet de serre dans les pays du Nord. Ce protocole n'est pas encore entré en vigueur. (Le Protocole de Kyoto est censé entrer en vigueur cette année).

Les réductions des émissions fixées pour les pays industrialisés n'étaient que de 5,2% par rapport aux niveaux de 1990, ce qui, pour la plupart des scientifiques, est tout à fait insuffisant pour effectivement enrayer le réchauffement de la planète. Or cet objectif, tout insuffisant qu'il est, est encore contourné grâce à des plans tels que le commerce du carbone ou l'établissement de « puits » de carbone (par exemple, par la plantation de monocultures d'arbres, surtout dans le Sud). Ces plans sont adoptés par les mêmes entités qui détruisent aujourd'hui la Terre. Et pendant ce temps, la destruction des véritables réservoirs de carbone que sont les forêts indigènes se poursuit toujours avec autant d'intensité, augmentant encore la libération de gaz à effet de serre.

C'est la raison pour laquelle le Groupe de Durban appelle les militants et les organisations de base du monde entier à exiger des actions réelles contre le changement climatique.

Parmi les communautés affectées de manière disproportionnée par le changement climatique et par les fausses « solutions » proposées par le Protocole de Kyoto (dont les projets de puits de carbone et la poursuite de la prospection, l'extraction et le brûlage de combustibles fossiles) figurent autant les petits États insulaires, dont l'existence elle-même est menacée, que les peuples autochtones, les pauvres et les marginalisés, et surtout les femmes, les enfants et les vieillards du monde entier.

Les gouvernements et les institutions financières internationales telles que la Banque mondiale refusent d'obliger les entreprises à éliminer progressivement l'utilisation de combustibles fossiles. Ce refus encourage dans les faits une utilisation accrue des réserves de plus en plus limitées de ces combustibles, provoque la multiplication des conflits militaires et augmente les injustices sociales et environnementales.

De la même manière que des mouvements populaires se soulèvent à présent, partout au monde, contre la privatisation de l'eau et de la biodiversité, nous devons nous insurger contre la privatisation de l'air qu'implique la création d'un « marché du carbone » massif.

Pour éviter la crise climatique, une réduction radicale de l'utilisation de combustibles fossiles et de l'investissement dans ce domaine est incontournable, comme l'est la protection des forêts indigènes qui restent. L'actuelle approche erronée des négociations internationales doit se heurter à la participation active d'un mouvement mondial des peuples du Nord et du Sud qui veulent reprendre le climat en main.

Nous appelons donc les militants, les organisations et les communautés à signer la déclaration issue de la réunion de Durban et à rejoindre ce mouvement mondial grandissant.

**Pour signer la déclaration « Maintenant la justice climatique ! » adressez un message électronique à [info@fern.org](mailto:info@fern.org) ou visitez le site : <http://www.sinkswatch.org>**